Révolution Internationale

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

MENSUEL AVRIL 79

3ff/30fb/2fs/0.70cts can.

SOMMAIRE n°60

LA VIOLENCE NE SUFFIT PAS: ORGANISONS NOS LUTTES !

• Affrontements de rue avec la police, commissariats attaqués, sous-préfectures assiégées, chambres patronales saccagées ; Denain après Caen, Nantes, Longwy... La colère ouvrière a explosé: à la violence étatique et policière, à l'aggravation des conditions d'exploitation, au renforcement de l'austérité, aux menaces et aux mesures de l i - cenciements, des milliers d'ouvriers ont riposté avec une détermination de plus en plus forte, une violence de plus en plus décidée.

L'appareil de la bourgeoisie -du gouvernement aux syndicats en passant par les partis de gauche- peut bien tenter, lors de la retombée de chaque moment d'affrontement, de diviser et d'intimider la classe ouvrière en dénonçant ces actions violentes comme étant le fait "d'une poignée de provocateurs", les premières lueurs d'une flambée prolétarienne renaissante, bénéficiant du soutien de la population de toute une ville, mobilisant la solidarité de régions entières, peuvent difficilement être assimilées aux "actions exemplaires" d'éléments "autonomes" déboussolés. La bourgeoisie elle-même ne s'y est pas trompée : les arrestations de quelques ouvriers à Denain après l'émeute (voir encart dans ce journal) n'a fait l'objet d'aucune publicité alors que les rafles dans les milieux autonomes sont accompagnées d'un grand battage de la

prL'exemplarité de ces luttes, de cette violence ouvrière est à un tout autre niveau que celle dont se revendiquent les partisans d'une "violence minoritaire" traduisant souvent une simple révolte désespérée parmi des éléments de couches sociales sans avenir.

Au contraire, à travers les luttes engagées à Longwy, Nantes, Denain, c'est un important pas en avant qui a été fait dans la détermination au combat de la classe ouvrière, une étape qui a été franchie dans la dynamique des luttes. C'est un saut qualitatif accompli par le mouvement prolétarien dont la colère a balayé un vent de démoralisation et de défaite insufflé depuis des années par les syndicats à travers leurs diverses manoeuvres d'encadrement, d'isolement et de pourrissement des luttes. Ces actions sont de fait une remise en cause de la politique du "tapis vert" où l'ouverture de négociations est, chaque fois, présentée par les syndicats comme une "victoire", un but pour la lutte. Un tel réveil atteste aussi dans la pratique de la dissipation des effets du chloroforme électoral, notamment administré et entretenu par le programme dit commun des deux grands partis bourgeois de gauche.

Comment ce réveil se manifeste-t-il? Pourquoi y saluer un pas en avant dans la lutte?

Est-ce à cause de la seule violence des affrontements? Non. Depuis que les effets de la montée de la crise se manifestent, il n'est pas nouveau de voir des ouvriers s'affronter à la police. Dès 67, par exemple, des métallos

SUITE P. 2

IRAN, QUELLE ALTERNATIVE AU CHAOS ?

• L'ordre ne règne pas à Téhéran. La poussée de mécontentement social qui a soulevé toutes les couches de la population s'est ralentie aujourd'hui, mais elle n'a pas cessé avec le départ du shah. Tout indique que la situation est loin de se stabiliser en profondeur : une crise qui divise tous les partis politiques, en leur sein et entre eux ; des minorités religieuses ou ethniques qui s'affrontent les armes à la main ; l'armée elle-même traversée de divisions entre cliques ; et le tout, chapeauté par un Etat incapable de remettre à flot l'économie nationale emportée par la tempête de la crise mondiale, incapable d'imposer le serrage de vis nécessaire à la "nation" et en particulier à une classe ouvrière qui reste encore sur ses positions.

Incapable d'offrir une issue économique pour réduire le chômaae, de freiner le développement de la misère des milliers de paysans et de sans-travail qui s'entassent dans les villes, de calmer les petits commerçants qui ont été ruinés par la "modernisation" pétrolière, contrainte au contraire d'attaquer toujours plus les différentes couches de la population, la classe dominante iranienne est incapable d'assurer la cohérence de la société qu'elle gouverne. Le départ du shah n'a rien réglé. L'Etat ne parvient pas à se restructurer : la manifestation la plus évidente de ses difficultés sont les heurts spectaculaires qui se sont produits dernièrement entre Khomeiny et Bazargan.

D'un côté, il y a le "gouvernement Khomeiny" : anachronique, ne reposant sur aucune force économique réelle de la société, il ne parvient pas à constituer une force centralisée. Les fameux "comités Khomeiny" sont en fait un ramassis hétéroclite assez incontrôlable : des petits propriétaires, boutiquiers qui assouvissent leur soif de vengeance contre les partisans de l'ancien régime et refusent de se plier aux nécessités de T économie nationale qui tend à les éliminer comme entrave, des petits chefs religieux qui se bouffent le nez entre eux ou font régner la terreur de l'obscurantisme religieux... Malgré les appels à la "modération" du grand chef Khomeiny, 63 000 des 70 000 armes prises par la population à Téhéran restent dans les mains de groupes qui refusent d'accorder un minimum de confiance au gouvernement Bazargan.

De l'autre, l'Etat tente de faire une union nationale sur d'autres bases que celles de la religion. L'union pour Khomeiny capote, on essaie de la faire contre lui. La gauche s'y emploie en affirmant son soutien inconditionnel à Bazarghan. Jusqu'aux terribles gauchistes feddayines qui se rallient promptement derrière le drapeau de la "démocratie". Dans les temps de crise aiguë, l'histoire s'accélère. Comme au Portugal, c'est presque immédiatement que les gauchistes affirment ou-

SUITE P. 5

APRES LA MARCHE SABOTEE... QUELLES PERSPECTIVES? (TRACT)



De l'encadrement syndical à la répression policière : les polices de l'Etat contre la combativité ouvrière.

• C est id rage au ventre que des milliers de travailleurs ont dû quitter Paris le vendredi 23 mars, fuyant les charges policières... De cette marche soigneusement préparée par la CGT, il faut tirer un bilan :

LA CLASSE OUVRIERE NE PEUT PAS LUTTER ENCADREE, DESARMEE PAR LES SYNDICATS!

Oui, camarades, nous avons été désarmés! D'abord par le sabotage de la CFDT qui a contribué à écoeurer nombre d'ouvriers, ensuite par le sabotage par la CGT de l'organisation de la solidarité des travailleurs parisiens réduits à des délégations de bonzes syndicaux. Enfin par le service d'ordre syndical qui s'est ingénié pendant la marche à diviser tous les secteurs, à détruire toute solidarité active entre les ouvriers les plus combatifs!

Pour s'imposer dans la manifestation nos camarades de LONGWY ont d'ailleurs dû, à plusieurs reprises, bousculer le service d'ordre de la CGT; quant à la liaison entre DENAIN et LONGWY, elle n'a même pas pu avoir lieu!

C'EST A UN SABOTAGE TOTAL DE NOTRE LUTTE QUE NOUS AVONS ASSISTE!

Bien pire, dès les premières attaques policières, c'est la CGT qui a protégé les CRS de la colère ouvrière! Par ailleurs, la CGT et 1e PCF n'ont cessé d'accuser les provocateurs et les autonomes, comme si les CRS avaient besoin de prétexte pour attaquer les ouvriers, comme si à Denain ou à Longwy la police avait eu besoin d'inventer une justification de ses actions!

La CGT parle beaucoup des "autonomes" payés par le gouvernement! Mais qui est réellement payé par le gouvernement, par l'Etat, sinon la brochette d'élus aux chiffons tricolores qu'on nous présente comme des alliés! Les élus et les bureaucrates syndicaux reçoivent de larges subventions de l'Etat capitaliste et c'est normal parce qu'ils sont les larbins de cet Etat! La violence dérisoire et naïve des "autonomes" ne doit pas cacher que les ouvriers ont autant sinon plus de raisons de se battre, et les discours pacifistes et "responsables" des syndicats ne peuvent que dévoyer notre détermination!

Ainsi, l'Etat a pu une nouvelle fois juger des capacités de la CGT à nous

SUITE P. 3

LIRE EN PAGE 8 (ANGERS)

salut au comité de chômeurs

la violence...

suite de la p.1

de Caen avaient résisté aux charges policières. L'élément nouveau qui se manifeste aujourd'hui est bien différent, c'est que la classe ouvrière ne craint plus de passer à l'offensive devant les attaques de la bourgeoisie. C'est ainsi que, quelles qu'aient pu être la manoeuvres des syndicats et des autres organes de la bourgeoisie, c'est la pression ouvrière et sa combativité qui ont imposé aux appareils d'encadrement la marche de Paris du 23 mars.

C'est ainsi que s'ébauche une prise en charge de la lutte qui amène les ouvriers non seulement à lutter pour la défense de leur emploi et de leur salaire, mais à lutter par rapport à l'ensemble de leur vie sociale et à directement remettre en cause des rouages de l'Etat bourgeois (occupation de tribunaux administratifs, de centres des impôts, lutte pour la réduction des loyers dans les cités HLM...).

Quant à la violence ouvrière, elle ne fait qu'exprimer une forme nécessaire de sa lutte.

Elle traduit de fait le caractère antagonique et inconciliable de deux classes sociales dont le conflit inéluctable polarise l'évolution de la société dans son ensemble. En cela, les affrontements même ponctuels et sporadiques d'aujourd'hui annoncent l'affrontement direct et généralisé de demain et portent en eux la nécessité même qui refait surface dans la conscience ouvrière : le renversement violent de l'Etat bourgeois.

Mais la violence seule n'a jamais représenté un but en soi pour le mouvement ouvrier et ses luttes contrairement aux théorisations d'un Sorel et des anarcho-syndicalistes, basées sur une dynamique de la violence comme moteur révolutionnaire. Quelle est en effet la démarche concrète et matérialiste du mouvement ouvrier?

Dans la réalité de la lutte de classe, la violence ouvrière n'est jamais gratuite, elle s'exprime toujours comme une réponse à une attaque directe du capitaliste. C'est contre le plan de licenciements dans la sidérurgie qu'éclate la colère à Longwy et à Denain, c'est face à la montée générale du chômage et à l'attaque directe de son niveau de vie que le mouvement de solidarité et la mobilisation de l'ensemble de la classe se manifeste. Le renforcement même de la terreur étatique

terme que comme facteur de radicalisation des luttes prolétariennes.

Hais, après Longwy, après Denain, les ouvriers ont marqué un temps d'arrêt. Ils hésitent à pousser plus loin leur lutte. Pourquoi? Parce qu'ils ressentent les limites de l'action violente en soi, parce que cette action aboutit à une impasse si elle ne surmonte pas le caractère local des affrontements et ne débouche pas sur des perspectives pour l'organisation de la lutte.

C'est bien à travers la faiblesse organisationnelle du mouvement que la bourgeoisie peut tenter de détourner les luttes sur des objectifs nationalistes, les orienter vers les intérêts et le terrain même de son infecte politique : "préserver l'intérêt national" en faisant déverser sur les routes ou les voies ferrées du minerai allemand ou hollandais, parce qu'il est allemand ou hollandais.

C'est à travers cette faiblesse que la colère ouvrière risque de s'épuiser en une répétition d'actes violents se substituant à l'organisation de la

Quand les ouvriers de Longwy scandent "la lutte, la lutte jusqu'à la victoire", une chose est bien assurée: leur détermination à se battre. Mais à partir de là, les besoins qui se manifestent aujourd'hui dans la classe, les questions concrètes auxquelles eTie est appelée à répondre ne peuvent être que celles-ci : comment poursuivre la lutte ? Comment l'organiser ? Que faire pour la mener à bien ?

Les actions menées par les ouvriers n'ont de sens que par rapport au pas suivant qu'ils savent devoir franchir.

Leur lutte ne peut aller de l'avant que dans la mesure où elle rompt un isolement, apporte une généralisation, où elle franchit le pas d'une unité plus grande de la classe. Le problème de la classe n'est pas de trouver une expression violente car elle n'a pas d'autre choix, mais de réaliser un renforcement de ses luttes. Il n'est pas dans l'absence de fusils sur la scène des affrontements directs avec l'Etat bourgeois, mais dans le caractère local et inorganisé de ces affrontements.

Comme il lui faut pour s'affirmer s'opposer pratiquement aux manoeuvres d'enterrement de la lutte par la bourgeoisie -notamment à travers ses flics syndicaux, cherchant à l'isoler dans le cadre de l'usine, du secteur, de la ville, de la région ou du pays, selon le niveau de la pression combative, après le piège des manifestations-promenade , il lui faut éviter l'enfermement dans le cadre des escarmouches stériles pour affirmer les nécessités du cesibat sur son véritable terrain.

Ce terrain est celui de la prise en charge et du contrôle réel de ses luttes à travers le développement de ses propres organes unitaires, surgis de la lutte (assemblées générales, comités de grève...) et la création de réseaux de lutte et de solidarité active par-delà les divisions par entreprises, secteurs, régions, frontières et par-delà la division entre actifs et chômeurs.

C'est de cette capacité, dans la maturation de l'organisation et du contrôle de ses luttes que la classe fourbit ses armes et alimente ses forces.

Ce n'est qu'à travers la réalisation des deux conditions où il se trouve aujourd'hui confronté pour poursuivre la lutte et lui procurer sa force matérielle indispensable :

- la prise en charge de ses luttes et son contrôle à travers ses propres organes et non à travers les rouages syndicaux de la bourgeoisie ;
- l'extension et la généralisation de son combat,

que le prolétariat disposera d'une violence organisée pour abattre son ennemi, l'Etat bourgeois.

Y.D.

LE 10 mars à DENAIN... PAS de DISCOURS ! des ACTIONS !

• Le 10 mars, deux jours après les violents affrontements qui avaient opposé les sidérurgistes d'Usinor-Denain aux CRS, avait lieu une manifestation organisée par la gauche et les syndicats. Le but de cette manifestation de leur point de vue était de toute évidence de faire la preuve de leur capacité à garder le contrôle du mouvement et à faire respecter l'ordre bourgeois. C'est leur rôle, c'est ce que l'Etat attend d'eux, comme l'ont montré encore récemment les déclarations de Boulin, ministre du travail, qui panique à l'idée que les syndicats pourraient perdre le contrôle des ouvriers.

Et c'est un fait que, malgré tous les moyens mis en oeuvre par les syndicats pour faire de la fournée du 10 mars à Denain un enterrement de la lutte, tout ne s'est pas déroulé exactement comme prévu. Cette sinistre promenade sous la pluie, ponctuée par les rengaines syndicales ne pouvait que laisser un goût amer à ceux qui s'étaient battus avec la police les jours précédents et qui avaient commencé à prendre conscience de leur force collective et aussi à ceux de Longwy venus manifester leur solidarité ! C'est pourquoi il ne fut pas étonnant de voir pointer une contestation dès les premières paroles du discours de la gauche et des syndicats à la fin de la manifestation. Des groupes d'ouvriers répondirent aux discours Unifiants et trompeurs par des protestations véhémentes : "des actions, pas de discours !"; "Les ouvriers à la tribune .'", rejetant ainsi les divisions que veulent introduire les syndicats dans la classe ! Au salut de la gauche au syndicat de la police a répondu le cri des ouvriers "CRS = SS !";"flics fascstes",' assassins !", etc.. Des huées répondirent aussi aux évocations des nécessités de l'économie nationale chère à la gauche et aux syndicats ! Et puis, par paquets entiers, des milliers d'ouvriers quittèrent le meeting, exprimant leur écoeurement devant les manoeuvres syndicales destinées à étouffer l'énergie prolétarienne... et cela de façon spontanée désavouant aussi bien la CGT que la CFDT ainsi que la brochetté d'élus venus étaler leurs états de service de bavards professionnels au service du capital ! Comme quoi la journée du 10 mars montre que la lucidité de la classe commence à s 'aiguiser...

SOLIDARITE

A Denain, aux mises en garde de Porcu, maire du PCF de Longwy, contre les "provocations" qui pourraient surgir au cours de la manifestation, les ouvriers avaient répondu massivement : "Nous sommes tous des ouvriers !"

Nous publions ci-dessous un tract diffusé dans le Nord : voilà qui sont les "provocateurs" mis en cause par la gauche et les syndicats :

"J.François BAUDRIN, 32 ans, mécanicien à Haveluy (Nord), marié, 3 enfants.

Michel GRANDJEAN, 3° ans, tronçonneur à l'usine Eternit (près de Denain) marié, 6 enfants.

Arrêtés à la suite des émeutes de Denain, sont toujours en prison DANS LE SILENCE LE PLUS TOTAL.

Succès de la censure (patronale, gouvernementale, journalistique et SYNDICALE) de courte durée !

Nous lançons SUR L'HEURE, une campagne pour LA LIBERATION DES EMEUTIERS DU NORD.

(Comme prélude à LA LIBERATION DE TOUS LES PRISONNIERS, et vous engageons à faire pareil.

Paris, le 16 mars 1979."

MANUFRANCE, TERRIN OU LONGWY, DENAIN : COMMENT LUTTER ?

MANUFRANCE, TERRIN : LA BALLADE ET L'ISOLEMENT

• "Les Boussac", "les Terrin", les "Manu", c'est du nom de "leur" usine qu'on nommait il y a quelques mois les ouvriers en lutte contre la menace des licenciements tant il est vrai que la caractéristique principale de ces luttes fut l'enfermement dans l'usine au nom d'une soi -disant viabilité et rentabilité de l'entreprise et de la "défense de l'outil de travail". Et c'est ainsi qu'on assista à l'aberration d'un mouvement émietté parce que dévoyé sur le terrain piégé des problèmes de gestion capitaliste où l'on fait croire aux ouvriers que les intérêts des patrons pourraient être aussi d'une certaine façon les leurs.

Enfermement aussi de ces luttes dans le cadre de la légalité bourgeoise : promenades pacifistes, pétitions pour implorer le bon vouloir des patrons ou des pouvoirs publics, folklore des lâchers de ballons ou autres rallyes de l'emploi, négociations ; à écouter les syndicats, il n'y a plus deux classes ennemies aux intérêts inconciliables qui ne peuvent que s'affronter en toute violence, mais des "partenaires sociaux" qui règlent leurs "différends" dans le calme et la dignité qui sied entre gens d'un même monde.

Et le résultat est que dans les chantiers navals, dans le textile ou à Manufrance, des milliers de licenciements sont passés dans le silence de la défaite.

D'un tel fiasco,il faut tirer les leçons : c'est pour avoir écouté ceux qui leur tenait le langage "mûr et réaliste" des nécessités économiques, de la défense de l'entreprise et du respect des lois bourgeoises -en premier lieu les syndicats- que les ouvriers n'ont pu ralentir d'un pouce l'attaque de la bourgeoisie.

LONGWY, DENAIN : LA LUTTE MALGRE LES SYNDICATS

A Longwy, à Denain, à Caen et Nantes le langage syndical est toujours le même. Mais cette fois-ci,la détermination et la colère ouvrières passent outre un tel langage. C'est contre les ordres syndicaux et leurs appelsau calme que les ouvriers organisent d'eux-même leur réponse de classe ; c'est malgré ces ordres qu'à la violence des flics de l'Etat bourgeois qui les délogent de l'usine ou leur ôte leur moyen de lutte comme l'émeteur radio à Longwy, ils ripostent par leur propre violence collective et attaquent les commissariats.

A Denain, aux délégués CGT et CFDT envoyés massivement pour faire cesser l'émeute et qui opposent la négociation à la violence ("Nous allons négocier, rentrez chez vous et dans vos usines") les ouvriers répondent : "c'est des parlotes tout ça". Ou encore face au tract intersyndical les appelant à rentrer immédiatement dans l'usine pour l'occuper, ils répondent: "occuper quoi? Il n'y a personne à l'usine, à quoi ça sert? On reste ici, ensemble, on attend les équipes de nuit."

Et lorsqu'à Denain le maire communiste et les délégués syndicaux prendront la parole après l'habituelle manifestation-promenade, des ouvriers étoufferont leurs voix en scandant: "des actions, pas de discours".

C'est parce qu'ils refusent le langage syndical de l'isolement dans l'entreprise que les ouvriers peuvent prendre conscience de la force qu'ils représentent unis ensemble dans la rue. Et l'on ne peut plus parler "des Usinor " ou "des Sacilor "comme on parlait"des Terrin " lorsque des ouvriers en lutte mobilisent une ville entière et font débrayer les ouvriers de plusieurs usines d'un appel de sirène.

Un pas est ainsi franchi dans la voie de la généralisation des luttes que craint tant la bourgeoisie. A Denain, Longwy, St. Chamond et Nantes, ce ne sont plus les ouvriers qui suivent les syndicats, mais les syndicats qui suivent les ouvriers ; c'est sous la pression des luttes qu'après avoir tergiversé et retardé le moment, ils appelent à la marche sur Paris ; c'est sous la pression des ouvriers qu'à Longwy,la section CFDT devra se désolidariser de la confédération et participer à la marche, ceci sous peine de dévoiler trop vite leur rôle de défenseurs de l'ordre bourgeois et de ne plus rien contrôler du tout et non pas, comme l'affirment les gauchistes, parce que les syndicats "trahissent" en temps ordinaire et sont capables de "redressement" sous la pression de la 1utte.

Entre les luttes des chantiers navals et du textile et les luttes récentes, i! y a un fossé : d'un côté des luttes contrôlées d'un bout à l'autre par les syndicats qui, en émiettant soigneusement le mouvement, conduisent les ouvriers à la démoralisation et à la défaite 5 de l'autre côté des ouvriers qui, en débordant les ordres syndicaux, se donnent ainsi les moyens d'agir efficacement.

Et cette fois-ci, la bourgeoisie n'a plus les coudées franches ; elle hésite et doit faire des concessions. Au lendemain de l'émeute de Denain, elle lâchait une prime de 5 millions pour les départs volontaires et faisait semblant, le temps de calmer les esprits, de suspendre les licenciements.

Certes,elle n'a pas encore reculé. Mais il faut se souvenir qu'en 68 c'est une grève générale qui lui a fait lâcher prise et que depuis 68 la crise est autrement plus forte.

C'est donc une détermination et une combativité encore plus grandes qu'il faudra aux ouvriers pour gagner, et dans ce combat, dans cette voie vers la généralisation et l'organisation du mouvement au-delà des entraves syndicales, les luttes actuelles des ouvriers de Longwy et Denain sont un encouragement pour tous les ouvriers.

G.

AVANT LE 23 mars le sabotage des grèves par les syndicats

° La marche sur Paris était attendue depuis plusieurs semaines par des milliers d'ouvriers ; la CGT appelait à cette marche à grands renforts de presse, mais elle la voulait calme et massive... Et elle l'a préparée, à sa manière, et avec l'aide des autres syndicats,... en la sabotant. Ils ont fait reprendre le travail partout où ils ont pu, secteur par secteur, eu même entreprise ou service par service, sous le prétexte de négociations en cours : à la lutte des travailleurs contre les menaces de licenciements, contre l'aggravation des conditions de travail, contre la baisse du pouvoir d'achat et l'insécurité matérielle, ils ont tenté de substituer une lutte pour l'égalité de tous devo l'impôt, ou pour la qualité du service public, ou pour la nationalisation des secteurs les plus touchés par la crise. Ils ont tenté une vaste entreprise de démoralisation de la classe ouvrière avant le 23 mars, pour que le 23 mars, ne soit pas une journée de lutte mais seulement une immense promenade comme une autre. Et les exemples sont nombreux où les faits parlent d'eux-mêmes, où le sabotage est évident, où le silence et les déformations de la presse se sont faits les complices des syndicats. Nous n'en citerons que quelques-uns, parmi d'autres.

Cependant, la marche sur Paris a eu lieu, malgré-tout, et elle n'a pas été aussi calme que l'aurait voulu la CGT et les syndicats en désamorçant quelques-uns des mouvements en cours. Le fait qu'elle a eu lieu donne une idée de la force de la classe, qui a su l'imposer, et cette combativité n'a fait que confirmer l'immense espoir que des embryons d'auto-organisation ou de débordement des syndicats de la part des travailleurs ou des chômeurs (cf. notre article sur le comité de chômeurs d'Angers dans ce numéro) ne faisaient qu'annoncer, à leur niveau.

BANQUES ET ASSURANCES DES MANIFESTATIONS

• Le rapport Nora-Minc prévoyait, pour les dix années à venir, une "économie" d'emplois" égale à 30 % pour le secteur bancaire. Même programme, plus ou moins, dans les assurances et en particulier l'UAP. Même programme de licenciements que pour la sidérurgie.

Les syndicats ont lancé toute leur campagne habituelle de journées d'action à partir du 31 janvier : dans le calme, lui aussi habituel... Les employés défilaient quelquefois jusqu'à deux fois par semaine, en empruntant toujours les plus petites rues, en faisant le tour de la banque où ils travaillaient, et sans connaître d'avance le trajet que le "défilé" allait emprunter. Pour des raisons de "sécurité" prétendent les syndicats, "pour ne pas informer la police", etc. Mais, en fait, pour bien d'autres raisons : pour que la combativité née de la dégradation des conditions de travail et la perspective des licenciements communes à toutes les entreprises ae ce secteur, pour que cette combativité ne débouche pas sur une généralisation toujours possible.

Et nous comprenons l'inquiétude des syndicats quand, le 28 février, après avoir prévu 3 manifestations différentes : une pour les banques en général ,et pour les assurances, une pour les banques du secteur semi-oublie, et une autre pour la SFP ;après les avoir éparpillées au départ, après avoir prévu des lieux de dispersion différents, ont dû faire converger celle du secteur semi-public vers les deux autres manifestations réunies avenue de l'Opéra, après même avoir donné l'ordre de dispersion devant le Ministère des Finances. Cela, la presse n'en a pas parlé, elle n'a parlé que d'une manifestation commune, comme si elle avait été voulue par les syndicats. C'est clair.

GAN OCCUPATION ET DEMORALISATION

• C'est sur la pression de la base que les syndicats ont décidé l'occupation des locaux du GAN, rue Faradis, et le début du mouvement, parti sur des revendications de salaires et d'heures de travail, s'est déroulé dans l'enthousiasme caractéristique d'une force collective réelle : c'est l'ambiance de solidarité de travailleurs bien décidés à obtenir tous ensemble ce qu'ils n'auraient jamais en restant isolés dans leurs services.

200 travailleurs occupaient les locaux, sur 600 au début, et la grève a duré A semaines... Quatre semaines d'occupation, c'est long : et la fatigue aidant, le découragement s'est installé, entretenu d'ailleurs par les syndicats qui préféraient de loin voir les travailleurs occupés à des soirées dansantes ou à des travaux manuels divers plutôt que de les voir discuter ensemble de leur lutte, et avoir des débats politiques dangereux.

Dans ces conditions-là, l'évacuation des locaux par la police a été facile, et la démobilisation par les syndicats égalememt. A partir de ce moment-là, la CGT a pleinement joué son rôle de frein, de démoralisation :

- elle a refusé l'aide de 200 employés venus du GAN de la rue Pi11et-Wi11 en renfort,et iis ont été traite: d'"éléments extérieurs" (!) ;
- elle a adopté un langage radical alors même qu'il ne restait plus que 50 ou 60 grévistes, et elle a appelé à continuer la grève (!) ;
- enfin, après l'épuisement complet des grévistes, elle a pu faire reprendre le travail dans le "calme et la dignité" : elle avait pleinement joué son rôle; seule une minorité a participé à la marche du 23 mars...

C'est là que la CGT,a joué à plein son rôle de démoralisation : les travailleurs ont repris le travail un par un, sans perspective, sans avoir rien obtenu, sans avoir pu prendre pleinement conscience de leur force. Il est vrai que, quelquefois, selon le rapport de force, il vaut mieux reprendre le travail, mais pas un par un : c'est tous ensemble, en assemblée générale, qu'il faut prendre cette décision, et avec la perspective que la lutte Vest pas finie, qu'elle recommencera.

SFP LE TRAVAIL D'USURE DES SYNDICATS

• Après 5 semaines de grève, après 2 jours de débats houleux au cours d'assemblées générales où les décisions étaient renvoyées à d'autres assemblées générales, où les votes étaient considérés par les syndicats comme "indicatifs" et non comme immédiatement applicables, les syndicats ont réussi à faire reprendre le travail le 13 mars. La raison : ne pas nuire au climat des négociations qui allaient commencer après la promesse du PDG de la SFP de ne pas envoyer de lettre de licenciement avant 4 mois...

Le sabotage est clair, et le rôle de la presse est clair quand le "Matin de Paris" salue le"courage" des responsables syndicaux CGT et CFDT "pour affronter la base et reconnaître qu'après cinq semaines de lutte le rapport de forces n'était plus du côté des grévistes et qu' Antoine de Clermont-Tonnerre a gagné sa bataille, sa première bataille" (14 mars 79).

Quand on sait que la majorité des travailleurs était contre la reprise, que nombreux étaient ceux qui étaient même contre le programme minimum, on comprendra leur rage de reprendre le travail et leur empressement à repartir en grève au premier prétexte. Ils ne se battaient pas pour un meilleur service public, ou pour l'étatisation de la SFP : ils se battaient contre les licenciements.

PT UN DEBUT DE COORDINATION

• Depuis l'évacuation du centre de tri de Créteil l'année dernière, la combativité des centres de tri ne s'est pas démentie : grèves dures à Bordeaux, Limoges, Nancy, Rouen, Paris-Austerlitz Brune,Nord, Trappes, Evry, Montparnasse,... la liste est longue...

En quoi la dernière grève aux PTT nous incite-t-elle à dire qu'il y a un pas qui a été franchi ?

Ce fut une grève minoritaire (30 % à 40 % de grévistes)... mais avec des grévistes très combatifs, pour une bonne part non syndiqués et assez méfiants à l'égard des syndicats.

La grève s'est étendue plus lentement que d'habitude et avec plus de difficultés, mais sans doute est-ce cette difficulté même qui a fait de la généralisation de la lutte un objectif immédiat pour la continuation de la lutte elle-même. Les grévistes, minoritaires, des centres de banlieue ont envoyé d'importantes délégations pour faire débrayer les autres centres. Dans de nombreux endroits, les grévistes,minoritaires encore, ont bloqué les camions, les renvoyant au départ à vide. A Austerlitz, l'arrivée des gardes mobiles a encore renforcé la détermination des grévistes qui en profitèrent pour faire, en pleine nuit, une véritable manifestation dans un quartier ouvrier.

Tout cela, nous ne le lirons pas dans les journaux, la presse n'en a pas parlé. Quant aux syndicats, ils ont organisé une manifestation de protestation au Ministère, dont ils n'ont que partiellement gardé le contrôle.

3 000 manifestants pour les centres de tri, cela ne s'était pas vu depuis la grève de 40 jours en 1974 et ce qui a été important, dans cette manifestation, c'est la combativité des postiers. Outre le léger débordement syndical de la fin, les mots d'ordre repris étaient d'une toute autre nature que ceux lancés par les syndicats habituellement : "Hier à Longwy, aujourd'hui à Paris I" ; "plus de lamentations, des actions efficaces"; "une seule solution, l'extension".

De plus, ce fut l'occasion, la première, pour les plus combatifs, ae se rencontrer, de discuter, et... de prendre rendez-vous. De là est venue l'initiative de tenir une assemblée générale sur un centre, de se coordonner. Bref, cette manifestation a été le point de départ d'une série d'initiatives qui, bien que la grève se soit terminée quatre jours plus tard, tendait à déoasser les syndicats et à l'auto-organisation des travailleurs. Les délégations des centres à différentes assemblées générales ont permis la constitution d'un véritable embryon de coordination.

Et tout cela s'est fait sans les syndicats, avec le désaccord de la CGT, avec l'"accord" de quelques délégués locaux CFDT d'ailleurs désavoués par leurs directions : leur soutien a surtout joué le rôle de frein et de récupération du mouvement. Et le travail a repris aux PTT.

Mais, paradoxalement, c'est la difficulté à se radicaliser, et à lutter face à l'administration des PTT et à la police qui a amené les travailleurs des centres de tri à chercher des formes de lutte en dehors des syndicats, à chercher à s'organiser : en effet, tout ce processus de contact et de discussion a débouché sur un appel d'une assemblée générale d'un centre, repris par deux sections syndicales et la coordination à une assemblée sur un centre occupé par la police.

HOPITAUX PSYCHIATRIQUES

VERS UNE ASSEMBLEE GENERALE SOUVERAINE

• Le 9 mars, à l'hôpital psychiatrique de Villejuif était convoquée une assemblée générale par une intersyndicale qui avait disparu depuis de nombreuses années ; l'objectif : exiger de la direction le paiement d'une prime traditionnelle annuelle en fin mars. A toute proposition de l'assemblée générale d'y aller massivement ou d'occuper les bureaux directoriaux pour attendre un directeur "absent", comme par hasard, 1'intersyndicale répond par l'envoi d'une délégation syndicale et en repoussant le problème au mardi suivant.

Le mardi 13 mars, devant le refus de la direction de oayer à échéance, une nouvelle délégation est envoyée mais, cette fois, elle comprend deux non syndiqués tandis que l'ensemble de 11assemblée générale attend sous les fenêtres ; le directeur, cette fois "occupé", l'assemblée exige que la délégation entre quand même. L'intervention du maire fait que cette prime sera finalement versée le 16 mars et les syndicats font reprendre la routine des plateformes revendicatives soumises à la direction et des consultations par postes de travail.

Cependant, c'est l'assemblée générale qui a, malgré tout, réussi à imposer sa participation massive à la marche du 23 mars, avant que les syndicats puissent se concerter. Et c'est là le début d'une période où seule l'assemblée générale décidera de sa lutte, de ses formes de luttes et des buts de sa lutte.

TRACT SUITE DE LA PAGE 1

encadrer lors de nos manifestations! Giscard et Barre peuvent être rassurés, quand il y a 100 000 ouvriers en colère qui manifestent dans Paris, les syndicats sont encore capables de les faire reculer devant 2000 ou 3000 po-

En voulant transformer la colère des sidérurgistes en kermesse et en promenade, les syndicats se sont un peu plus démasqués aux yeux des travailleurs. Mais maintenant il faut tirer les leçons et comprendre qu'il n'y a rien à attendre des syndicats pour l'organisation d'une lutte d'envergure contre les licenciements, l'austérité et tous les effets de la crise !

C'est nous-mêmes qui devrons prendre en mains nos actions et les mener avec la plus ferme volonté, y compris sur le plan de la violence.

Il ne peut y avoir de réelle organisation de nos manifestations et de leur défense si déjà nous n'organisons pas nos luttes sur les lieux de travail.

Jamais plus, camarades, nous ne devons être désarmés de cette façon : 100.000 ouvriers deviennent à ce moment-là une masse impuissante, inorganisée, déboussolée ! Combien de personnes ont été bousculées, piétinées, écrasées, dans la fuite face aux C.R.S. ? C'est notre responsabilité d'être organisés et équipés face à la violence de l'Etat.

Nous devons être capables de préparer la défense de nos manifestations mais aussi de ne pas tomber dans la logique du seul affrontement militaire en nous enfermant sur ce terrain. La question de notre lutte est la question de toute la classe ouvrière. Dès maintenant nous devons organiser la solidarité active à la base, entre ouvriers, HORS DES SYNDICATS QUI NOUS PARALYSENT !

A Longwy déjà, embryonnairement, les ouvriers commencent à comprendre la nécessité de ne plus suivre les consignes syndicales, mais cela n'est pas suffisant ; il faut arracher l'étiquette et la tradition syndicaliste et s'adresser aux ouvriers des autres secteurs et régions par des meetings, des assemblées générales afin de décider de l'élargissement des luttes !

A Denain, à Longwy, doivent se créer des coordinations, des échanges réguliers entre les ouvriers, mais aussi avec les autres usines en lutte ! Ne comptons pas sur les syndicats pour faire ce travail, cela fait des dizaines d'années qu'ils ne le font plus ! Cette vérité est peut-être dure mais c'est les yeux ouverts que l'on se bat et non les yeux fermés et les oreilles bouchées !

Organisons nous-mêmes notre lutte ! Sachons tirer leçon des expériences amères et reprendre confiance dans notre force collective ! La lutte paie à condition qu'elle sorte du carcan syndical ! Constituons des organismes de décision et d'action qui soient les nôtres, organisons-nous à la base, hors des syndicats et contre eux, si besoin est !

NOTRE LUTTE EST CELLE DE TOUTE LA CLASSE OUVRIERE !

Le 24/3/79

COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

S'ORGANISER EN DEHORS DES SYNDICATS? OUI, C'EST POSSIBLE!

• Longwy, Denain, SFP, PTT, banques, assurances, autant d'exemples ces derniers mois où les travailleurs ont pu apprécier le rôle de diviseurs, de frein des syndicats, par rapport à l'extension et au renforcement de la dynamique des luttes ouvrières. Autant de fois où, face aux magouilles syndicales se pose avec acuité aux travailleurs la question cruciale : comment s'organiser pour que notre lutte s'étende et se renforce, pour qu'elle reste sous notre contrôle, pour défendre le mieux possible nos revendications? Comment éviter que chaque lutte se termine dans l'isolement et la démoralisation, par des négociations qui sont celles de la défaite?

De plus en plus, les travailleurs font le constat que laisser la lutte aux mains des syndicats, c'est en perdre le contrôle, c'est préparer la défaite, c'est ne rien obtenir sauf des discours lénifiants visant à faire croire que des négociations, même si elles ne mènent à rien, sont déjà une victoire, comme à la SFP où les syndicats font reprendre le travail car la grève ne créait pas un bon climat pour les négociations!

Face à de telles "victoires" syndicales, on comprend que les travailleurs de Longwy se mobilisent derrière le mot d'ordre :"Pas de discours, des actions!". Acculés le dos au mur par les mesures d'austérité gouvernementales, qui les jettent sur le pavé, les travailleurs se défendent et savent bien que ce ne sont pas des discours qui rempliront leur estomac s'ils sont licenciés.

Pourtant les illusions sur les syndicats, même si une certaine méfiance existe, pèsent encore lourd sur la conscience de la classe ouvrière en France, et les illusions sur un syndicalisme plus combatif sont encore vivaces, alimentées par les gauchistes qui à la base constituent la cheville ouvrière de nombreuses sections syndicales. Aux directions syndicales qui trahiraient les luttes ouvrières, les gauchistes de tout poil opposent un syndicalisme de base combatif et invitent les ouvriers à rentrer dans les syndicats pour les régénérer de l'intérieur.

Partout depuis de nombreuses années toute l'expérience de la classe ouvrière en montre l'impossiblité. Déjà durant la vague révolutionnaire qui commence dans la Russie de 17, ce ne sont pas les syndicats ni en Russie, ni en Allemagne, ni en Italie, ni en Hongrie, qui constituent la forme d'organisation de la classe ouvrière, mais les conseils ouvriers. De nos jours, chaque fois que la classe lutte de façon décidée, que voyons nous apparaître? Des sections syndicales plus combatives, régénérées par la lutte? Pas du tout, c'est plutôt à une désertion des syndicats qu'on assiste, et nous voyons apparaître des formes d'organisation qui n'ont rien à voir avec la forme syndicale : assemblées générales, comités de grèves, coordinations, etc.. et lorsque les syndicats radicalisent leur langage et leur action, c'est uniquement pour éviter d'être débordés, pour garder le contrôle de la situation afin de mieux enterrer la lutte par la suite.

Le principe des assemblées générales semble aujourd'hui partout dans le monde couramment admis, pourtant c'est bien là un des acquis de la vague de grèves qui commence en 68. Cela signifie que ce ne sont plus les seuls syndicats qui décident de ce qui est bon pour les ouvriers. De fait, nous voyons que les véritables négociations n'ont pas lieu entre les syndicats et les patrons, mais entre les syndicats et les patrons d'un côté et les assemblées générales de l'autre. Combien de fois les travailleurs n'ont-ils pas refusé les compromis boiteux que leur proposaient les délégués syndicaux en les présentant comme de gran grands succès? Combien de fois les syndicats n'ont-ils pas saboté les A.G. des travailleurs pour leur imposer la reprise du travail?

C'est en luttant ensemble, collectivement, c'est dans leur unité que les travailleurs trouvent leur force face à la bourgeoisie, et la meilleure expression de leur unité, de leur intérêt collectif est l'assemblée générale où TOUS les travailleurs peuvent participer afin de diriger collectivement leur lutte.

Entre les syndicats qui aspirent à prendre la direction des luttes et les A.G. qui sont l'expression de la volonté de l'ensemble des ouvriers à prendre collectivement en charge leur lutte, il ne peut y avoir qu'un antagonisme irréconciliable. Cela est manifeste lorsque les A.G. pour organiser une grève sécrètent des délégués pour former un comité de grève responsable devant l'A.G. : les syndicats ne peuvent que s'opposer à ce qui démontre leur propre inutilité aux yeux de tous les travailleurs.

Parce que les travailleurs, face à une attaque de plus en plus brutale du capital, sont obligés de lutter de manière de plus en plus décidée, et massive, les syndicats se dévoilent dans leur véritable rôle, celui d'agents de la bourgeoisie et les travailleurs comprennent de mieux en mieux la nécessité de s'organiser en dehors des syndicats.

Ce n'est pas seulement nécessaire, mais c'est aussi possible contrairement à ce que prétendent les syndicalistes de tout poil (socialistes, staliniens, chrétiens, anarcho-syndicalistes, gauchistes, etc..) pour qui en dehors des syndicats, rien ne peut se faire.

Les travailleurs en Iran viennent encore une fois de nous le démontrer, où pendant 4 mois, la grève générale a été coordonnée par les comités de grèves. En effet, là où les syndicats n'existent pas, ou sont trop faibles, comme en Iran, qu'ont fait les travailleurs ? Ont-ils créé de nouveaux syndicats ? Pas du tout, ils ont organisé des comités de grève qu'ils ont coordonnés.

De la même manière en Pologne, durant l'hiver 1970-71, face à des syndicats qui apparaissent directement pour ce qu'ils sont : des rouages de l'Etat chargés de perpétuer l'exploitation, à Gdansk, Szczezin...., ce sont les comités de grèves qui organisent la lutte et tiennent les villes durant plusieurs jours. En Espagne, en 1976 ce sont les comités de grèves qui organisent la lutte à l'échelle de toute une ville comme Vitoria ou de toute une banlieue industrielle comme à Getafe, près de Madrid. En Italie, où les syndicats appellent ouvertement à l'autoréduction des grèves et soutiennent la politique d'austérité gouvernementale, ce sont au travers des comités de grève que les travailleurs s'organisent pour lutter et font même grève explicitement contre les syndicats, comme durant la grève générale des hôpitaux l'été dernier. Les exemples ne manquent pas qui montrent que la classe ouvrière n'a pas besoin des syndicats et que même elle devra lutter contre eux.

L'organisation autonome de la classe au travers des assemblées générales, des comités de grèves qui se coordonnent pour étendre et unifier la lutte par-delà toutes les divisions ne relève pas d'un mythe, ni d'une perspective futuriste, c'est déjà une réalité qui se déroule sous nos yeux. Elle ne relève pas d'une recette organisationnelle abstraite, mais est l'expression même de la vie de la classe ouvrière, l'expression de son unité et de sa lutte collective. C'est le moyen que se donne le prolétariat pour contrôler et orienter sa lutte.

Depuis longtemps, les syndicats ont perdu tout contenu prolétarien et ne représentent plus les intérêts des travailleurs. Syndicats et A.G. ne sont pas deux formes d'organisation complémentaires, ils sont deux formes d'organisation antagonistes qui expriment les intérêts irréconciliables de deux classes ennemies. Cette évidence crève les yeux dans toutes les luttes où les syndicats jouent leur rôle de division. Cela ne remet pas en cause la sincérité des travailleurs syndiqués chez qui des doutes grandissants apparaissent, mais impose la nécessité pour les travailleurs de s'organiser en dehors des syndicats par-delà toutes les divisions entre non-syndiqués et syndiqués, entre catégories professionnelles, entre race ou nationalité. Et aujourd'hui la seule forme qui contient la possibilité de dépasser toutes ces divisions, c'est sur la base de l'A.G., la coordination des comités de grève à une échelle toujours plus vaste, vers la constitution des conseils ouvriers.

L'organisation autonome de la classe n'est pas une forme en soi, un gadget organisationnel, c'est l'image même de la vie de la classe. Les A.G. ne sont pas seulement une forme, mais d'abord un moyen, le seul qui puisse exprimer pleinement la volonté de la classe d'organiser sa lutte. Elles sont le cadre de la démocratie ouvrière.

J.J.

LE CAPITALISME : UN HOLOCAUSTE PERMANENT

• La télévision à grand spectacle découvre le génocide et la bonne conscience. Messieurs les bourgeois "humanistes", la chaîne de télévision américaine qui empochera les profits de la diffusion en Europe, les hommes d'Etat, Schmidt, Giscard et Cie, les politiciens -- pleurent des larmes de crocodile devant les millions de juifs, de tziganes, d'ouvriers de toutes les nationalités, victimes de l'extermination de la deuxième guerre mondiale. Ecoeurant spectacle d'hypocrisie.

La montée d'Hitler au pouvoir n'a-t-elle pas été préparée par la social-démocratie allemande qui s'est chargée de tuer la révolution prolétarienne de 1919, de l'écraser dans le sang ? Les gouvernements alliés ne savaient-ils pas ce qui allait se passer quand Hitler a offert en pleine guerre un échange de centaines de milliers de juifs contre des camions- et qu'ils ont refusé ?(1) La police française n'a t-elle pas livré des juifs aux SS avant même d'en être priée ? L'armée britannique n'a-t-elle pas tiré sur les bateaux transportant les survivants juifs vers la Palestine, les laissant crever sur place avant de se rendre compte qu'un éventuel "Etat juif" pourrait servir ses intérêts ? Des camps n'ont-ils pas existé en France pour les réfugiés, aux USA pour les citoyens d'origine japonaise; en Russie, le goulag pour 20 millions d'êtres est-il toujours "un mensonge de la propagande impérialiste" ?

"Mais non", disent messieurs les humanistes, fonctionnaires d'Etat, "le seul coupable, c'est le nazisme. La Sainte-Alliance "anti-fasciste" des alliés a eu raison de faire la guerre pour sauver les victimes". Mensonges ! Les gouvernements anti-fascistes tout comme les fascistes se foutaient des juifs et des victimes avant, pendant et après la guerre.

"La seule barbarie, c'est le nazisme" ? Mensonge ! Que les USA nous fassent un beau petit feuilleton aseptisé avec des grandes vedettes, sur la bombe atomique d'Hiroshima et Nagasaki, sur le massacre de My Lai et la guerre du napalm au Vietnam. La France sur sa mission civilisatrice en Algérie. On verra bien le véritable contenu de la guerre "démocratique" : les intérêts impérialistes des Etats capitalistes rivaux.

Messieurs les bourgeois "humanistes", "anti-fascistes" nous parlent des atrocités d'hier pour mieux couvrir celles d'aujourd'hui. Ils utilisent cyniquement les hurlements des victimes d'hier pour étouffer ceux des victimes d'aujourd'hui. Les cris des victimes kurdes, des morts de faim en Afrique, des 500 Tchadiens musulmans massacrés la semaine dernière, des réfugiés des bateaux-prisons de l'Asie, de ceux qui périssent sous la torture, de ceux qui laissent leurs vies au goulag se joignent à ceux des juifs massacrés comme des chiens pour crier l'horreur sans fin de notre siècle.

Mais, pour Mme Simone Veil, ministre de la santé, dans ces massacres, "philosophiquement, l'essence n'est pas la même". Que c'est beau de voir un revenant des camps de concentration se faire "philosophe" pour mieux servir l'Etat ! Les jeunes de l'émission des "Dossiers de l'écran" avaient mille fois raison d'être écoeurés de cette leçon hautement "morale" qu'on a voulu soyons d'accord pour ne tirer aucune leçon pour aujourd'hui. Comme a dit encore Mme Veil * "quand, aujourd'hui, les gens disent : CRS-SS, nous sommes tous des juifs allemands, de telles assimilations sont extrêmement dangereuses". Oui, dangereuses. Très dangereuses pour le pouvoir parce qu'elles révèlent la vérité. Comme a dit un ouvrier de Denain au plus chaud des combats le 7 mars : "on a vu les SS à la télé hier soir et on les voit dans la rue contre nous aujourd'hui".

A qui la faute de tous les massacres de tous les êtres humains partis en fumée dans les fours, sous les bombes, dans les camps et les prisons ? Non pas à un péché originel inhérent à l'homme, non pas à un seul Etat, allemand ou autre, mais à TOUT LE SYSTEME CAPITALISTE. Depuis plus de 60 ans, le système capitaliste a plongé l'humanité dans une première guerre qui a coûté 20 millions de vie, dans une deuxième de 50 millions et on sent peser sur nous une troisième qui, cette fois-ci, risque de détruire le monde entier A qui la faute ? A vous, messieurs les "humanistes" des Etats capitalistes, défenseurs de l'ordre existant. A vous qui nous parlez des bombes H, des bombes à neutrons qui détruisent les hommes mais pas le capital, qui faites des calculs dignes d'un Goebbels sur comment on pourrait laisser des centaines demillions de morts mais qui sauvez vos privilèges, au système capitaliste qui nous précipite vers l'holocauste définitif.

On a laissé parler les revenants des camps de la mort ; eux-mêmes ne savent pas pourquoi ils ont subi des supplices sans nom. Ne nous reposons pas sur les victimes pour nous donner bonne conscience. Il faut poser la question clairement : pourquoi ces massacres sans fin ? Parce que le système capitaliste en décadence est arrivé au point où "les forces productives rentrent en contradiction avec les rapports de production" (Marx). A défaut d'un renversement de la classe dominante afin de remplacer les rapports de production capitalistes par le socialisme, le capitalisme se cannibalise, détruit les forces productives et en premier lieu les hommes. Pour tous les ouvriers qui crient au fond de leur misère:"jamais plus", seule la destruction du système capitaliste, à l'ouest comme à l'est, mettra fin à la barbarie et aux "holocaustes".

J.A.

NOTE

(1) Voir le texte de Bordiga "Auschwitz ou le grand Alibi", récemment republié en brochure par "le Prolétaire" (P.CI.)

VIETNAM.CAMBODGE

L'INTERNATIONALISME DOUTEUX DU P.C.I.

• "L'antagonisme entre le Cambodge et le Vietnam n'a donc fait qu'exprimer l'opposition d'intérêts existant entre les paysans khmers et la bourgeoisie vietnamienne"("Le Prolétaire" n°284).

Au fur et à mesure que le voile se déchire sur la véritable nature impérialiste des luttes de libération nationale, le PCI (Parti Communiste Internationaliste) s'enfonce dramatiquement dans les explications les plus incohérentes d'un processus qui ne peut plus laisser de doutes à quiconque sur sa signification historique. Ainsi, à l'occasion de l'invasion du Cambodge par le Vietnam, le PCI, polémiquant contre les gauchistes, a cru bon d'exhiber la misérable illusion de l'existence d'un mouvement paysan radical cambodgien que l'Etat vietnamien n'aurait pas pu supporter... A plusieurs reprises, les bordiguistes du PCI avaient travesti la mise en coupe réglée de l'Indochine par les rivalités inter-impérialistes en différents mouvements sociaux démocratiques bourgeois ou paysans dont le sommet aurait été la dictature sanglante de la clique de Pol Pot au Cambodge. La mise au pas des différentes classes opprimées au Cambodge-et leur embrigadement dans la guerre impérialiste-fut ainsi présentée comme une révolte paysanne "radicale" risquant de faire tâche d'huile dans la péninsule indochinoise !

Pourtant, en 1970, on pouvait lire dans la presse bordiguiste ("Le Prolétaire" n° 81, article sur le Cambodge) à défaut d une analyse correcte sur les luttes de libération nationale une appréciation au moins "objective" des perspectives illusoires d'un mouvement indépendant de la paysannerie dans les conditions de l'impérialisme et de l'absence de lutte du prolétariat "métropolitain". Soulignant que la direction bourgeoise des luttes "nationales" interdisait le règlement même des tâches démocratiques : "au demeurant, l'Indochine est, à l'heure actuelle, bien incapable de mener à bien même ces tâches bourgeoises...", l'article dénonçait en plus les illusions développées par les gauchistes sur l'existence d'un mouvement paysan : "la paysannerie a donc des intérêts historiques ? Elle peut donc avoir un parti autonome défendant ces intérêts-là... Pourtant, l'expérience russe montre bien qu'il n'en est rien et Trotsky indique fort bien dans la "Révolution permanente" que si un rôle autonome de la paysannerie avait été possible, c'est précisément en Russie qu'elle l'aurait rempli. Il s'appuyait en particulier sur le fait qu'il subsistait des restes de l'ancienne propriété commune du sol et sur le fait que la paysannerie n'était pas encore stabilisée ; or, au Cambodge par exemple, 90 % des paysans sont propriétaires de leurs terres et la classe des salariés agricoles est absente (relisez-vous, camarades bordiguistes !). La formule de Lénine si souvent citée, "dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie", ne décrit rien d'autre que la dictature du prolétariat ayant un certain nombre de tâches à remolir en alliance avec la petite-bourgeoisie paysanne du fait de l'arriération du pays, mais elle ne signifie nullement direction politique de la petite-bourgeoisie qui ne peut être qu'une direction bourgeoise comme la contre-révolution stalinienne le prouva d'ailleurs par la suite"... Cette longue citation de la presse bordiguiste d'il y a 9 ans montre bien que, sans boussole théorique juste, le PCI est contraint de régresser sur ses propres positions antérieures (largement insuffisantes)...

En supposant l'existence d'un Etat "paysan" autonome opposé à l'Etat "bourgeois" vietnamien, le PCI divague et n'hésite pas à introduire un nouveau type d'Etat (cher aux trotskystes de "Lutte Ouvrière" notamment, et qui parlent de révolutions "petites-bourgeoises") échappant aux rivalités inter-impérialistes ! Comment le PCI peut-il expliquer que le Vietnam soit devenu la courroie de transmission de l'URSS dans cette zone et que le petit Cambodge écartelé depuis de nombreuses années par les cliques bourgeoises liées aux différents impérialismes aurait mieux pu résister à l'attraction des blocs ! Le mythe d'un mouvement paysan radical khmer est en fait une fable maoïste qui n'a pas tenu une semaine face à l'invasion-éclair du Vietnam ! En effet, on ne liquide pas un tel mouvement social supposé en quelques jours de guerre et la paysannerie cambodgienne a mis bien peu d'énergie à défendre son "régime" !

L'attaque du Vietnam par la Chine quelques semaines après l'invasion du Cambodge prouve que Deng XiaoPing a mieux compris la logique impérialiste de la politique vietnamienne que les bordiguistes. Mais croire, comme les groupes maoïstes, que le Cambodge ait pu bénéficier d'une seule journée d'indépendance par rapport aux forces impérialistes, c'est contribuer à perpétuer les tares du "tiers-mondisme". A l'heure où la lutte du prolétariat mondial (écoutez bien, camarades bordiguistes !) est en train de saper les mystifications de 50 ans de contre-révolution, à l'heure où le prolétariat des "zones sous-développées" (en fait des zones ayant atteint leur développement à l'époque du capitalisme décadent !) s'affirme comme la seule classe révolutionnaire, le P.C.I. fait ressurgir le mythe éculé d'un mouvement révolutionnaire paysan ... au Cambodge, ce qui est une belle façon de s'adresser au prolétariat cambodgien (et vietnamien d'ailleurs) et de défendre l'internationalisme ! C'est avec cynisme que l'article du Prolétaire n° 284 demande au prolétariat vietnamien, écrasé par 30 années de boucherie impérialiste et mystifié (jusqu'à quand ?) par les mythes nationalistes, de lutter pour le "droit à la séparation" du Cambodge d'avec le Vietnam. Une telle perspective aiderait, parait-il, "le prolétariat cambodgien à rompre le front social que favoriserait l'oppression du grand frère" indochinois. Les bordiguistes oublient-ils que si de tels fronts sociaux ont pu exister un jour, c'est aussi parce que la contre-révolution a pu faire passer les "luttes de libération nationale" pour des luttes "anti-impérialistes" et entraîner ainsi le prolétariat de ces pays dans la guerre permanente que se livrent les impérialismes !

Pour rompre tous les fronts sociaux il faut être capable de dénoncer directement les guerres de libération nationale comme partie prenante des rivalités impérialistes ! L'incohérence du P.C.I sur la question nationale ne peut avoir que des effets désastreux dans une période où l'internationalisme militant est devenu une nécessité vitale dans tous les pays ! Aux prolétaires cambodgiens, vietnamiens et chinois entraînés dans les boucheries impérialistes, les révolutionnaires n'ont qu'un seul mot d'ordre : "Retournez vos armes contre tous les pseudo-libérateurs nationaux ! Les prolétaires n'ont pas de patrie! Fraternisation au delà des frontières et internationalisation de la guerre révolutionnaire contre tous les impérialismes! Transformation de toutes les guerres impérialistes en guerres civiles!"

Voilà les perspectives et les principes d'une véritable organisation internationaliste, voilà ce que vous ne défendez pas de façon conséquente, camarades bordiguistes !

Chénier

chine : la guerre impopulaire

O Le conflit sino-vietnamien semble aujourd'hui terminé. Le bilan n'est pas à la mesure du vocabulaire employé avec cynisme par la bourgeoisie chinoise qui parlait de "simple correction": des dizaines de milliers de paysans et d'ouvriers massacrés dans l'un et l'autre camp.

Le voyage de Deng Xiaoping aux USA avait donné le ton de la politique chinoise. Les déclarations anti-soviétique du dirigeant chinois avaient rassuré les moins convaincus des dirigeants américains. Elles avaient d'ailleurs aussitôt gêné les autres qui auraient préféré que le rôle qu'accordaient les USA à la Chine ne se traduise pas aussi clairement dans des hostilités immédiates. Il faut quand même sauvegarder un tant soit peu la crédibilité des discours sur le désarmement.

Mais, dès qu'a été déclenchée "la correction...au Vietnam pour le punir de son offensive au Cambodge"(traduire:repousser l'offensive russe par Vietnam interposé dans une région d'une importance stratégique déterminante), la diplomatie américaine,notamment à l'ONU, a admirablement bien complété l'offensive militaire chinoise. La violence de cette nouvelle escalade guerrière est venue soudainement interrompre le battage démocratique dont la presse occidentale se faisait l'écho depuis des mois et des mois. On ne parlait plus du "renouveau de la liberté religieuse",des capitalistes (anciens) qui recouvrent leurs biens confisqués pendant la révolution culturelle, ou de la libération de tel ou tel dissident,mais de divisions blindées et de milliers de morts. Le vrai visage qui se cachait derrière le masque démocratique est apparu clairement: c'est celui de la terreur, de la terreur d'un Etat bourgeois qui comme tous les autres ne peut plus s'imposer la guerre comme solution à sa crise économique.

Pourtant aussi meurtrière, aussi spectaculaire qu'elle fût (la Chine de 930 millions d'hommes en guerre), cette guerre n'a pas débouché sur la troisième boucherie dont la bourgeoisie feignait de craindre l'imminence. Et ce n'est pas le "vent de démocratie" qui soufflerait sur la Chine, ou un sursaut d'humanisme des bourgeois chinois qui l'a abrégée. Bien au contraire, comme nous l'affirmions dans notre numéro de décembre, le "sursaut démocratique" ne fut et n'est rien que la condition et l'alibi des velléités guerrières de Pékin, de la manière dont la bourgeoisie cache et justifie la militarisation de l'ensemble de la vie sociale.

Parmi les facteurs qui ont réellement joué pour que l'état-major chinois décide de cesser les combats, ce fut l'émergence du "front intérieur", qui en dehors des scories bourgeoises qui s'opposent sur les modalités Ce la politique impérialiste, est surtout l'expression de la contre-offensive que mène le prolétariat en Chine. Une offensive qui n'est pas dirigée contre des frères de classe vietnamiens, derrière l'étendard national, mais une offensive dirigée contre la bourgeoisie, contre T austérité, contre le chômage, les cadences, contre la guerre et ses préparatifs.

Avant même que le conflit ne débute, la militarisation avait déjà rencontré une forte résistance de la classe ouvrière dès le début de Tannée. Les ouvriers de Shangaï ont manifesté contre les cadences et la vie chère. A cette occasion, ne voile démocratique était tombé pour laisser la répression féroce de l'Etat faire son travail. La police ouvre le feu sur les manifestants. Dans plusieurs villes, d'autres manifestations se déroulent : celles-là contre le chômage.

Le combat de la classe qui s'exprime dans ces mouvements n'est pas celui que voudrait lui faire suivre la bourgeoisie : son combat ne s'engage pas derrière les mots d'ordre bourgeois, des droits de l'homme, de telle ou telle liberté démocratique à conquérir. Ce combat s'engage directement contre les rapports sociaux capitalistes. Là se situe "le front intérieur": entre capital et travail.

Dernièrement sont apparus sur le fameux "mur de la démocratie" de la place Tien An Men d'autres dazibaos. Non pas ceux réclamant plus de démocratie, ou vantant les droits de l'homme mais dénonçant la guerre en ces termes : "la guerre n'est pas le reflet de la volonté du peuple, mais elle est imposée par la bureaucratie." Des manifestations et des meetings contre la guerre ont eu lieu dans plusieurs villes (Newsweek'du 12-3-79).

Aujourd'hui, la classe ouvrière chinoise se dresse, en combattant sur son propre terrain, contre les visées guerrières de sa bourgeoisie. Ce combat n'est pas une réaction désespérée: il s'inscrit dans cette riposte de la classe ouvrière qui déjà s'est exprimée aux USA, en Allemagne, en Iran, en France... Il est une des manifestations d'un fait de plus en plus net: si la bourgeoisie internationale n'a plus que la guerre comme "solution" à sa crise et s'y prépare, le prolétariat international lui, n'est pas prêt à en faire les frais.

J.M.

IRAN

(suite de la p.1)

vertement leur soutien au pouvoir en place. "Anti-fanatisme religieux" ou "anti-retour au fascisme" viennent prendre la place de "l'anti-communisme", pour remplir la même fonction : justifier la nécessité de se soumettre à l'Etat.Mais la bonne volonté ne suffit pas, et les divisions se succèdent, les scissions abondent.

Et à travers cette anarchie généralisée, cette décomposition de la machine de maintien de l'ordre, se dessine la seule alternative qui reste à la bourgeoisie : l'armée. Comme l'a déclaré le premier conseiller du chef d'stat-ma.iorde "l'armée iranienne " on a besoin d'un peu de temps, et on les fusillera tous". L'avertissement est loin de constituer une pure fanfaronnade. C'est effectivement une question de temps : plus la décomposition s'aggrave, et plus la solution militaire s'impose à la bourgeoisie comme seule issue pour rétablir un minimum de cohérence. Bien qu'atteinte elle aussi, comme en témoignent les réadaptations de l'état-maior et les tentatives de "démocratisation", l'armée reste le dernier rempart de l'ordre capitaliste.

Le seul véritable frein à une telle issue, c'est le même qui a réussi à mettre en échec le gouvernement militaire à la fin de l'année dernière, la classe ouvrière. Que la classe ouvrière ne s'en laisse pas imposer par les phrases creuses sur l'union nationale, ni par les affiches placardées sur les usines "l'islam vous surveille", ni par le battage de la gauche sur l'"indépendance nationale", mais continue à se battre sur son terrain, celui de l'amélioration des conditions de vie, maintient en vie le seul espoir de changement réel. Car la classe ouvrière continue à poser la question : "qu'est ce qui a changé en Iran?". Et le gouvernement Bazargan s'insurge : "les travailleurs, ayant fait la révolution, estiment maintenant avoir tous les droits, sans prendre en considération la situation économique du pays. En dépit de la situation dramatique, les ouvriers, bien qu'ayant touché en grande partie leur salaire au cours des mois de grève, réclament maintenant des gratifications équivalentes à deux ou trois mois de leur traitement." Et on menace du retour du shah les travailleurs. Mais s'ils se sont battus contre le shah, c'est parce qu'ils vivaient dans la pauvreté, l'angoisse des lendemains, le chômage. Et entre le shah et Razargan, de ce point de vue, ils ne font pas de différence, et pourquoi en feraient-ils? Où sont les "réformes de la république'.' La seule qu'on ait vu appliquer, c'est ... l'expulsion des travailleurs immigrés!

La presse bourgeoise ne s'étend pas sur les agissements de la classe ouvrière. Du peu qu'elle laisse filtrer, on sait quand même que le travail n'a pas encore repris partout, et queslà où il a repris, les travailleurs continuent à discuter, à se battre pour leurs revendications. Les habitudes prises en quatre mois de grève générale, de discussions,de coordination restent un acquis, une force de la classe ouvrière.

La classe ouvrière peut marquer des temps d'arrêt dans sa lutte ouverte. Mais tant qu'elle ne se laisse pas écraser sous la botte des "nécessités nationales", tant qu'elle développe sa force dans la voie de l'unité et de la conscience de ses intérêts, elle empêche une aggravation de ses conditions de vie. Plus encore, elle développe la seule force qui soit en mesure d'en finir définitivement avec le chaos, les atrocités, les aberrations du capitalisme à quelque sauce qu'il soit. Actuellement, la classe ouvrière en Iran s'affirme toujours comme une partie vivante de la lutte commençante du prolétariat international.

D.N.

LA PERSPECTIVE DU COMMUNISME

● Dans l'actuelle reprise des luttes ouvrières, le rôle spécifique des révolutionnaires n'est pas seulement d'insister sur leur nécessité, sur l'importance de leur généralisation et de leur radicalisation afin de résister, à l'offensive du capitalisme mais de montrer en quoi elles constituent des préparatifs pour un affrontement généralisé avec ce système en vue de son renversement et l'édification sur ses ruines d'une société nouvelle : le communisme. "Utopie", crient à tue-tête les porte-parole attitrés ou inconscients de l'idéologie capitaliste à la simple évocation d'une telle perspective. "Utopie", répètent tristement beaucoup d'ouvriers encore prisonniers de la pression terrible que toutes les forces du capital ont conjuguée pour exercer sur leur conscience.

Avec cet article, nous nous proposons de démontrer pourquoi le communisme n'est pas qu'un simple rêve de l'humanité, pourquoi il constitue une possibilité bien réelle et, bien plus encore, une nécessité. En d'autres termes, nous allons voir qui, des révolutionnaires ou de ceux qui espèrent de la société présente des améliorations réelles du sort des hommes sont les véritables "utopistes".

• L'idée d'une société où n'existeraient ni la misère, ni l'oppression, ni les inégalités sociales, ni la propriété privée, d'une société qui serait basée sur la solidarité, où l'homme ne serait plus "un loup pour l'homme", où "le libre épanouissement de chacun serait la condition du libre épanouissement de tous", n'est pas nouvelle. On la trouve dès l'antiquité sous des formes diverses depuis les écrits du philosophe grec Platon (qui, par ailleurs,défend l'esclavage !) jusqu'à la pensée des premiers chrétiens. On la retrouve au Moyen-Age, notamment dans les mouvements millénaristes ou chez le moine allemand Thomas Mùnzer, un des chefs de la guerre des paysans. Cependant, ce qui donne au communisme son véritable essor, c'est l'apparition dans la société d'une nouvelle classe qui, pour la première fois, porte en elle la possibilité de transformer en réalité ce vieux rêve de l'humanité : le prolétariat. Et c'est au sein même des révolutions bourgeoises du 17ème siècle en Angleterre et de la fin du 18ème en France qu'on voit apparaître des courants politiques qui, de façon plus ou moins explicite, se réclament d'un tel projet. Alors que dans ces pays, le prolétariat est encore embryonnaire, il se donne déjà avec les "Jevellers" (niveleurs) ou les "Egaux" une expression organisée pour la défense de ses intérêts historiques. Mais c'est vers le milieu du 19ème siècle,, avec le développement et la concentration de la classe ouvrière qui accompagne l'apparition de la grande industrie que le communisme précise ses objectifs et ses moyens, qu'il rompt avec les utopies du passé (dont les plus féconds sont certainement celles de Fourier, de Saint-Simon et de Owen), qu'il commence à se dégager des pratiques sectaires et conspiratives affectionnées par Blanqui et ses compagnons ainsi que des références religieuses auxquelles se rattache encore un communiste pourtant aussi lucide que Weitling, pour se donner sa première formulation scientifique et rigoureuse avec le "Manifeste du Parti Communiste" de 1847, document qui jette les bases théoriques de tout le développement ultérieur du mouvement prolétarien. Dans ce texte, le communisme n'est pas présenté comme l'invention de quelques visionnaires, qu'il s'agirait ensuite de mettre en application, mais bien comme la seule société qui puisse succéder à la société capitaliste et surmonter ses contradictions mortelles. L'idée essentielle de ce texte est que, comme toutes les sociétés qui l'ont précédé, le capitalisme n'est pas immortel. S'il a constitué une étape progressive dans le développement de l'humanité, notamment en unifiant le monde par la constitution d'un marché mondial, il porte en son sein des contradictions insurmontables qui le plongent dans des convulsions de plus en plus violentes et finiront par l'emporter. En permettant un développement prodigieux des forces productives matérielles de la société et au premier rang d'entre elles la classe ouvrière, il crée les conditions de son dépassement par une société qui aura pour bases cette abondance et dont le sujet est cette même classe ouvrière qui, située au plus bas de l'échelle sociale ne peut s'émanciper qu'en émancipant toute l'humanité.

Si le "Manifeste Communiste" se trompait comme ses auteurs Marx et Engels l'ont reconnu plus tard en donnant l'impression que le capitalisme était déjà parvenu au faîte de son développement et que la révolution communiste était imminente, l'essentiel de la démarche qui est la sienne a été depuis amplement confirmée par les faits et notamment l'idée que le capitalisme ne peut échapper à des crises économiques de plus en plus violentes.

Aujourd'hui, une nouvelle fois, la crise économique impose à la société cette aberration typique du capitalisme : des masses de dizaines et de centaines de millions d'individus sont plongés dans la plus terrible des misères non pas parce que la production est insuffisante mais parce qu'elle est... trop importante. Mais cette crise est d'un type différent de celles signalées par le "Manifeste". Les crises du siècle dernier se situaient dans une période de pleine expansion du capitalisme et elles trouvaient une "solution" rapide par l'élimination des secteurs les moins rentables de l'économie et par la conquête de nouveaux marchés. En quelque sorte, elles constituaient les battements de coeur d'un organisme en pleine vigueur. Par contre, depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est entré dans sa phase de déclin historique, de crise permanente. Désormais, il n'existe pas de solution réelle à la crise. Le système ne se survit plus que par un cycle infernal où se succèdent les phases de crise aiguë, de guerre, de reconstruction, de nouvelle crise aiguë, etc. qu'on ne peut plus comparer à des pulsations mais bien aux râles de son agonie. Comme l'annonçait l'Internationale Communiste en 1919, l'ère des guerres impérialistes et des révolutions était désormais ouverte, le communisme était à l'ordre du jour. Depuis, les convulsions successives subies par l'humanité n'ont fait que confirmer chaque fois un peu plus l'urgence du dépassement du mode de production capitaliste devenu une lourde entrave à son développement. Après la première guerre mondiale, la grande crise de 1929 était une autre illustration spectaculaire de la faillite du capitalisme et, à sa suite, l'holocauste de la seconde guerre mondiale repoussait encore bien plus loin les limites de l'horreur qu'on avait cru atteintes avec la première boucherie impérialiste. Au total, depuis que le capitalisme est entré dans sa phase de décadence, l'humanité a payé de plus de cent millions de tués le maintien en vie de ce système sans compter les pertes terribles provoquées par la famine, la malnutrition et toute la misère dans laouelle il maintient et rejette plusieurs milliards d'hommes alors qu'en même temps il se livre au plus colossal gaspillage de richesses et de forces productives qu'on puisse imaginer.

La crise actuelle n'est donc pas la première manifestation de la faillite du capitalisme et de la nécessité de son remplacement par le communisme. Dans bien des domaines, elle ne fait que révéler, à une échelle certes encore plus grande, des contradictions qui avaient déjà explosé dans le passé. Mais, dans la mesure où c'est avec une envergure encore plus ample qu'apparaît le décalage entre les énormes possibilités que détient la société pour permettre une pleine satisfaction des besoins humains et l'usage catastrophique qui en est fait, la nécessité de l'édification d'une autre société se fait sentir aujourd'hui d'une façon encore plus impérieuse que par le passé.

Cette nouvelle société devra être en mesure de surmonter les contradictions qui accablent la société présente : c'est seulement de cette façon qu'elle ne sera pas une construction utopique de l'esprit mais une nécessité objectivement déterminée. Ses caractéristiques s'inscrivent donc comme les éprpuves positives des négatifs que constituent les lois qui étranglent la société capitaliste.

Les causes profondes des maux qui ruinent le système capitaliste résident dans le fait que le but de la production n'est pas la satisfaction des besoins humains mais l'accumulation du capital, qu'il ne produit pas des valeurs d'usage mais des valeurs d'échange, que l'appropriation privée des moyens de production se heurte au caractère de plus en plus social de celle-ci. En d'autres termes, le capitalisme se décompose parce qu'il produit Dour le marché et que celui-ci se sature de plus en plus, parce qu'il est basé sur 1'exploitation du travail salarié et que la plus-value produite par cette exploitation ne trouve plus où se réaliser, c'est-à-dire s'échanger contre des biens qui pourraient entrer dans un cycle de reproduction élargie du capital.

Les caractéristiques économiques du communisme sont donc les suivantes :
• le seul mobile de la production est la satisfaction des besoins humains,
• les biens produits cessent d'être de des marchandises, des valeurs d'échange pour devenir uniquement des valeurs d'usage,
• cadre trop étroit pour un processus productif devenu de plus en plus social, la propriété privée des moyens de production, qu'elle soit individuelle comme dans le capitalisme des origines ou étatique comme dans le capitalisme décadent, cède la place à leur socialisation, c'est-à-dire à la fin de toute propriété, partant, de toute existence de classes sociales et, donc, de toute exploitation.

A cette description est souvent opposée l'objection : "Puisque ce sont là ies caractéristiques d'une société idéale, la plus propice au développement humain, pourquoi une telle société n'est-elle pas déjà apparue dans le passé ? En d'autres termes : pourquoi, aujourd'hui, une telle société seraitelle possible, alors qu'elle ne s'est pas réalisée dans le passé ?" A ces questions, les anarchistes dont la démarche s'apparente, le génie en moins, à celle des utopistes, répondent habituellement : "En fait, le communisme a toujours été possible, ce n'est pas un problème de conditions objectives, matérielles, mais de volonté humaine", ce qu'ils n'expliquent pas, c'est pourquoi elle ne s'est pas manifestée jusqu'à présent, ou pourquoi elle ne s'est pas généralisée et réalisée quand elle s'est manifestée chez des courants minoritaires. Quant à lui, le marxisme donne une réponse sérieuse à cette question. Il explique qu'une des caractéristiques essentielles de l'évolution de l'humanité est le développement de ses forces productives, en d'autres termes de la productivité du travail humain. A chaque niveau de développement de ces forces productives a correspondu un type donné des rapports de production, c'est-à-dire des relations établies entre les hommes dans l'activité de production des biens destinés à satisfaire leurs besoins. Dans les sociétés primitives, la productiv té du travail est tellement faible qu'elle suffit à peine à satisfaire les besoins physiologiques élémentaires des membres de la communauté. De ce fait, l'exploitation et l'inégalité économique sont impossibles dans la mesure où certains individus s'appropriaient ou consommaient des biens en quantité plus grande que d'autres, ces derniers seraient incapables de survivre. L'exploitation, en général sous forme d'esclavage des membres .des communautés vaincues dans des conflits territoriaux, ne peut apparaître que lorsque, à grands traits, la production moyenne d'un homme dépasse le minimum physiologique. Mais entre la satisfaction de ce minimum et une pleine satisfaction des besoins matériels et par suite intellectuels des hommes, il existe toute une marge de développement de la productivité du travail (c'est-à-dire de maîtrise de la nature) qui, historiquement, sépare justement la dissolution du communisme primitif de la possibilité du communisme supérieur. De la même façon que ce n'est pas parce que l'homme était "naturellement" bon qu'il n'exploitait pas ses semblables dans le premier, ce n'est nullement parce qu'il est "mauvais" qu'il l'a fait depuis et jusqu'à nos jours. L'exploitation de l'homme par l'homme, l'existence de privilèges économiques, ont été possibles parce que la production humaine moyenne était supérieure au minimum physiologique et nécessaires parce qu'elle ne pouvait pas satisfaire pleinement les besoins de la totalité des membres de la société.

Et tant que ce n'était pas le cas, le communisme était impossible, n'en déplaise aux anarchistes. Mais c'est justement une telle situation qie le capitalisme a radicalement modifié. Par l'énorme progrès qu'il a permis de faire à la productivité du travail, en exploitant méthodiquement la découverte scientifique, en généralisant le travail associé, en mettant en oeuvre les richesses naturelles et humaines du monde entier, mais aussi, évidemment au prix d'une intensification de l'exploitation inconnue jusqu'à lui, il a enfin créé les bases matérielles du communisme. En se rendant maître de la nature, il a créé les conditions pour que l'homme puisse être son propre maître.

Et c'est bien ce que la crise du capitalisme vient démontrer une nouvelle fois. Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, une société plonge la plus grande partie de ses membres dans la misère, non pas parce qu' elle ne produit pas assez, mais parce qu'elle produit trop eu égard aux lois qui la régissent.

Avant le capitalisme, l'humanité a connu des crises mais jamais des crises de surproduction. Aujourd'hui, ce mal congénital de ce régime se révèle avec une ampleur inégalée : la montée inexorable du chômage, le sous- emploi croissant de l'ensemble des moyens de production, leur destruction massive dans des guerres de plus en plus meurtrières et étendues, démontrent que les véritables utopistes sont ceux qui espèrent encore réformer ce système dans le sens d'une plus grande harmonie d'une meilleure satisfaction des besoins des hommes, sans le bouleverser de fond en comble.

L'ensemble des événements économiques, politiques et militaires depuis une dizaine d'années témoignent du fait que l'humanité, si elle reste livrée aux lois du capitalisme, s'achemine vers un 3ème holocauste auprès duquel les 2 premiers feraient figure d'une simple amusement. Si l'incroyable puissance destructive des conflits impérialistes passés démontrait que l'homme s'était rendu suffisamment maître de la nature pour établir la société communiste, cette maîtrise de la nature, qui est allé en se renforçant, l'a rendu maintenant capable de détruire l'humanité. Ce n'est donc pas seulement pour assurer l'épanouissement de l'espèce humaine que le communisme est aujourd'hui nécessaire, mais plus simplement pour permettre sa survie.

Dans la partie suivante de cet article nous examinerons les différentes objections qui sont souvent faites à la perspective du communisme et notamment celles qui affirment que l'homme est incapable, "par nature", de réaliser une telle société.

F.M.



VIE DE L'ORGANISATION

REUNIONS PUBLIQUES

bordeaux

Réunion publique : 21 avril, à 17 h., 52, cours Victor-Hugo, sur le thème : "LONGWY-DENAIN : LUTTER, ETENDRE LES LUTTES, LES UNIFIER, VOILA LA REPONSE DE LA CLASSE OUVRIERE A L'AUSTERITE".

dijon

Permanences : les 2ème et 4ème jeudis du mois (12 et 26 avril) de 18 h. à 19 h. à la librairie "les doigts dans la tête", rue Chabot Charry.

grenoble

Réunion publique : 5 mai, à 21 h., au 6, rue Hector Berlioz, sur le thème : "FACE A L'ETAT, SES SYNDICATS ET SA POLICE, ORGANISATION DE LA LUTTE OUVRIERE ET ROLE DES REVOLUTIONNAIRES".

lille

Réunion publique : 21 avril, à 15 h.30 au Centre Culturel, 12, rue Molière (près mairie) sur le thème : "FACE A L'ETAT, SES SYNDICATS ET SA POLICE, ORGANISATION DE LA LUTTE OUVRIERE ET ROLE DES REVOLUTIONNAIRES".
Contact avec les diffuseurs au marché de WAZEMME, de 10 h.30 à 12 h, le 2ème dimanche du mois.

lyon

Réunion publique : 28 avril, à 17 h, 3, rue Diderot, Lyon 1er, sur le thème : "LE PROLETARIAT FREIN A LA GUERRE"
Permanence : 18 avril, de 18 h.à 19 h., à la même adresse.

marseille

Réunion publique : 19 mai, à 21 h., salle Lacordaire, 30, rue Ste.Victoire Marseille 6ème, sur le thème : "FACE A L'ETAT, SES SYNDICATS ET SA POLICE, ORGANISATION DE LA LUTTE OUVRIERE ET ROLE DES REVOLUTIONNAIRES".
Permanences : 2ème et 4ème vendredis de chaque mois, de 18 h.à 20 h, au même endroit.

montpeilier

Réunion publique : 21 avril, à 17 h, au café "La Gerbe", 17bis, rue Chaptal, sur le thème : "SIDERURGIE, CHANTIERS NAVALS..., LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE".

nantes

Réunion publique : 21 avril, à 17 h,3, rue Amiral Duchaffault, sur le thème : "FACE A L'ETAT, SES SYNDICATS ET SA POLICE, ORGANISATION DE LA LUTTE OUVRIERE ET ROLE DES REVOLUTIONNAIRES".
Permanence : le dernier vendredi du mois, même endroit, à 20 h.30.
Contact avec les diffuseurs au marché Talensac, le 2ème samedi du mois, de 10 h.30 à 11 h.30.

paris

Réunion publique : 7 avril, à 17 h,au 27, avenue de Choisy, Paris 13ème (salle verte, 1er étage), sur le thème : "FACE A L'ETAT, SES SYNDICATS ET SA POLICE, ORGANISATION DE LA LUTTE OUVRIERE ET ROLE DES REVOLUTIONNAIRES".
Permanences : tous les samedis sauf les samedis de réunions publiques, à 16 h., à la même adresse.
Prochaine réunion publique le 19 mai.

toulouse

Réunion publique : 27 avril, à 20 h 30 au 48, rue de la République, sur le thème : "COMBATIVITE OUVRIERE : REPONSE A LA CRISE ET FREIN A LA GUERRE".
Permanence : tous les samedis, à 14 h.30, au café "Le Colbert", avenue St Exupéry.
Contact avec les diffuseurs au marché aux puces, le 2ème dimanche du mois ; ou au marché aux légumes (bd), les 2ème et 4ème dimanche du mois.

tours

Réunion publique : 28 avril, au 10, rue Jean Maci, 37000 Tours, sur le thème : "FACE A L'ETAT, SES SYNDICATS ET SA POLICE, ORGANISATION DE LA LUTTE OUVRIERE ET ROLE DES REVOLUTIONNAIRES".

PUBLICATIONS DU C.C.I.

accion proletaria

Ecrire à l'adresse comme suit :
(sans autre mention)
APARTADO DE CORREOS 19-18
Valencia (Espagne)

internationalism

PO Box 961
Manhattan Station
365, West 125 St.
New York, N.Y. 10027 (USA)

internationalisme

BP 13
Bruxelles 31
1060 Bruxelles

internacionalismo

Apartado postal 20674
San Martin
Caracas 102
(Vénézuéla)

rivoluzione internazionale

CP 469
80100 Napoli (Italie)

wereld revolutie

Postbus 11549,
1001 GM AMSTERDAM

world revolution

Ecrire à l'adresse comme suit :
BM Box 869
London WC IV 6 XX

Adresse en Allemagne :
IKS C/o ABC Buchladen
Goethestrasse 77
3500 KASSEL

La REVUE INTERNATIONALE est l'organe en trois langues (anglais, espagnol, français) du CCI.

Elle exprime l'unité des revues d'intervention des sections territoriales de notre Courant.

Elle se fixe les tâches suivantes :

- *la publication de prises de positions et d'analyses de notre Courant sur les problèmes les plus importants de la situation internationale ;*
- *la republication de textes du mouvement ouvrier peu connus et diffusés au cours de la période de plus grand isolement des révolutionnaires ;*
- *la publication de correspondances et de polémiques avec des groupes et courants proches ou dont les positions présentent un intérêt.*

Complément indispensable des publications spécifiques à chaque pays, elle apporte l'approfondissement théorique nécessaire à la clarification de des positions révolutionnaires.

REVUE INTERNATIONALE N°16

IRAN : crise, révolte et grèves ouvrières
DEUXIEME CONFERENCE INTERNATIONALE des groupes de la gauche communiste
THEORIES ECONOMIQUES... ET LUTTE POUR LE SOCIALISME
ASCENSION ET DECLIN DE L'AUTONOMIE OUVRIERE

BROCHURES:

- PLATEFORME de R.I. (1972)
- LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE
- NATION OU CLASSE

Directeur de la publication : C. Giné
N° de Commission Paritaire : 54 267

Diffusé par les N.M.P.P.

Imprimerie G. Tautin, 4, passage Dieu Paris 20ème.

WORLD REVOLUTION N 22

Towards a world wide resurgence of class struggle
IRAN : - Behind Khomeiny, the army
- Iran and the leftist lies
- CWO and Iran
Resolution on the British situation
The lorry drivers strike
"Times" lock-out : unions divide and rule
Hospital strike in Italy
The German steel strike
"Democracy" in China.
Vietnam-Canbodgia : interimperialism war
Revolutionnary intervention (2): factory groups and the organisation of revolutionaries
Human rights

ACCION PROLETARIA N 23

- *La crisis politica de la burguesia espanola*
- *Tres formas de apretarnos el cinturon*
- *Qué pasa en Iran ?*
- *Huelgas en Europa*
- *Por qué la clase obrera es la unica clase revolucionaria ?*
- *Dos expresiones de la conciencia proletaria*
- *La CNT ante la constitucion*
- *En el 60 aniversario de la revolucion alemana*
- *Capitalismo de estado y ley del valor*

REVOLUTION INTERNATIONALE
B.P. 219
75827 PARIS CEDEX 17

Abonnements couplés
12 numéros du journal et 4 numéros de la Revue Internationale

France	Etranger	Par avion
60 F	80 F	100 F

Abonnements simples
12 numéros de R.I. seulement

France	Etranger	Par avion
40 F	50 F	70 F

Abonnements et versements à :
C. Giné, CCP La Source 34 195 33

INTERVENTIONS

A la réunion publique du PCI ("Programme Communiste") de mars, consacrée à la situation en Iran, les participants ont eu l'occasion d'entendre des choses pour le moins surprenantes. Passons rapidement sur la façon dont les bordiguistes conçoivent le débat politique : exposé magistral de plusieurs heures suivi de questions et, s'il en reste le temps,interventions de participants qui se révèlent être des plus difficiles puisqu'il semble que le PCI considère que le bon moyen de répondre aux objections consiste à les empêcher de s'exprimer en coupant rapidement la parole de qui les soulève. Ce que nous retiendrons de cette réunion, c'est que, pour le PCI (tout au moins pour ses porte-paroles parisiens) :

- "on se fout du développement des forces productives" (réponse à la tentative d'intervention du CCI expliquant pourquoi les marxistes appuyaient au siècle dernier certaines luttes d'indépendance nationale) ;

- "le fait que tel ou tel bloc impérialiste "récupère" immédiatement toute lutte nationale aujourd'hui ne signifie pas plus que ces luttes sont d'essence impérialiste que la tentative de récupération par l'impérialisme allemand du retour de Lénine en 1977 n'atteste que ce dernier fut son agent comme "l'Entente" l'a affirmé".

Par ailleurs, le PCI nous a administré une nouvelle preuve de son monolithisme tant revendiqué : un de ses orateurs, estimant qu'au siècle dernier le prolétariat ne soutenait aucun des mouvements démocratiques bourgeois mais se limitait à les "utiliser", l'autre pensant par contre qu'un tel soutien existait.

Camarades bordiguistes : il serait temps que vous commenciez à discuter avec sérieux, en renonçant à des effets polémiques dérisoires et en cessant de vous revendiquer de stupides absurdités comme le monolithisme ou l'invariance que vous êtes (heureusement) bien incapables d'appliquer.

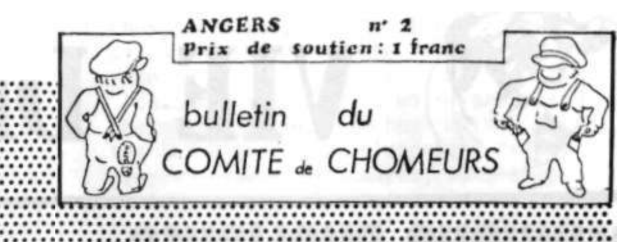
COMPTE-RENDU DE REUNION PUBLIQUE

Lors de notre dernière réunion publique à Nantes où assistaient le PCI, l'"Eveil Internationaliste" et la tendance II de la LCR, la discussion se concentra sur deux grands axes : l'analyse du niveau de la lutte de classe, et le rôle des révolutionnaires. Selon le PCI, pour le CCI, la classe à Denain-Longwy aurait commencé à dépasser tous les obstacles à la lutte. Alors que pour eux, s'il y a eu débordement des syndicats sur le plan de la méthode (la violence), ce débordement voit sa portée quasiment réduite à néant par le fait qu'elle est entièrement canalisée derrière des objectifs bourgeois (régionalisme et nationalisme). Seule la prise en charge par les communistes d'une telle révolte peut réaliser l'unité des méthodes et objectifs révolutionnaires.

Tout d'abord, nous réaffirmions que l'analyse du CCI était à l'opposé de celle du "Bolchevik" et plus partiellement de "l'Eveil", qui voient la révolution derrière chaque épisode de la lutte de classe. Mais, bien que les obstacles soient encore immenses, l'on doit saisir pleinement les potentialités des luttes actuelles. Cela, on ne peut le faire qu'avec une vision correcte de la conscience de classe et de son développement. La seule école, le seul terrain de ce développement, c'est la lutte. C'est dans et par la lutte que surgissent les moyens de cette lutte, ses nécessités, la conscience de ce qui l'entrave. A Denain-Longwy, tous les ouvriers ne sont pas arrivés au même stade, la conscience du rôle joué par les syndicats reste confuse. Mais ce que ces luttes ont montré, c'est que la classe tend à briser son encadrement et veut lutter. L'action précède la conscience, c'est en luttant que les ouvriers sont amenés à s'affronter aux syndicats et à dévoiler leur nature, non l'inverse. C'est à l'intérieur de ce processus que l'intervention des révolutionnaires prend toute son importance : aider la classe à dégager les nécessités de sa lutte, accélérer, homogénéiser ce processus. Le PCI pour qui il ne peut y avoir d'action de classe sérieuse sans influence du parti, ne peut que sous-estimer l'importance des événements actuels, et par là même mal poser le rôle indispensable des révolutionnaires dans ce processus.

lisez REVOLUTION INTERNATIONALE en vente dans les kiosques

SALUT AU COMITE DE CHOMEURS D'ANGERS





#C'est sous cet irréfutable emblème de colère, vieux comme le mouvement ouvrier lui-même, que place la diffusion de son bulletin un comité de chômeurs d'Angers.

Au moment où, de Barre à Etchegaray (PDG d'Usinor), la bourgeoisie affiche sa plus arrogante détermination à pousser coûte que coûte la politique sacrificielle du capital ; à l'instant où elle s'apprête, non plus par paquets de 100 mais par dizaines de milliers d'un même coup, à jeter les ouvriers de tous les secteurs (y compris les domaines nationalisé voir Berliet-Saviem, et public, voir SNCF) sur la paille du chômage ; à l'heure où les différents servants du monstre capitaliste : gouvernement, patrons, syndicats, se sont mis d'accord pour réduire le taux de "secours" aux chômeurs-allant même jusqu'à dire que la moitié des 1 350 000 chSmeurs officiellement recensés fin février sont des faux chômeurs indignes des allocations

NOUS SALUONS

dans l'existence et l'action de ce comité -et d'autres tels qui peuvent exister en France- une des expressions les plus significatives de la volonté présente, au sein de la classe ouvrière, de ne pas subir l'humiliation capitaliste, d'organiser la résistance et la contre-attaque.

Parce que les chômeurs sont placés dans les conditions de lutte les plus défavorables, l'effort d'organisation concrétisé par ces camarades d'Angers est d'autant plus remarquable.

Malgré les faiblesses politiques que ce comité peut manifester, et qui sont d'abord les faiblesses de l'ensemble du prolétariat, il importe surtout de mettre en avant, avec ces chômeurs organisés, l'espoir de classe qu'ils représentent et la confiance qu'ils inspirent quant à la force de la future offensive générale ouvrière. Entre des travailleurs actifs qui, à Longwy et Denain, commencent à dire " il ne suffit plus de repousser l'exécution des plans de licenciements, car le problème se retrouverait demain encore aggravé", et des chômeurs qui, à Angers, affirment : "rester inactif face à cette situation, c'est accepter ce qui va nous tomber dessus, de se faire écraser un peu plus", la preuve est donnée, dans les faits, d'un début d'une généralisation de la conscience dans la classe : seule la lutte est désormais garante du présent et de 1'avenir.

Cette compréhension de la nécessité de la lutte, et de lutter sur le seul terrain ouvrier, s'est traduite à Longwy, Denain, Nantes, Paris... par le dépassement des consignes syndicales et du cadre légaliste ; elle est encore plus nette (et annonciatrice de l'avenir) chez un comité de chômeurs comme celui d'Angers qui écrit :

"Des comités de chômeurs CGT, CFDT, existaient... mais uniquement sur le papier, car ils ne faisaient aucun travail concret. Neanmoins, quelques chômeurs syndiqués et non syndiqués se sont adressés aux organisations CGT et CFDT dans le but de former une intersyndicale regroupant tous les chômeurs! ... La réponse fut immédiatement négative. Aussi, face à cette absence de travail, à cette intention évidente de ne pas se battre et d'empêcher l'unité, nous avons aussitôt affirmé notre volonté de lutter en formant le comité de chômeurs (décembre 77, NDLR). Mais le comité a tenu un an malgré eux et continuera contre eux s'il le faut. Depuis le début, des chômeurs syndiqués rejoignent le comité, et cela continuera. Nous ne refusons pas de travailler avec les gens syndiqués ou non (même les intersyndicales, malgré les désaveu des UL et UD)".

Pour tout ce qui regarde la lutte pratique des chômeurs, ses perspectives par rapport à elle-même et à la lutte générale du prolétariat, nous ne saurions sur le fond, dire mieux que ces camarades du comité d'Angers eux-mêmes. En publiant les extraits qui vont suivre de leur bulletin n°2 (on trouvera un autre texte de ce comité -avec nos commentaires- dans le n° 51 de RI) nous voulons souligner encore une fois l'importance d'une telle manifestation organisée de la lutte des chômeurs pour l'ensemble de la classe. Ces extraits mettent en évidence deux exigences capitales pour les chômeurs en lutte :

-recomposer des liens entre travailleurs rejetés de leur milieu social naturel;

-abolir la séparation entre actifs et privés d'emploi.

NECESSITE IMMEDIATE D'UNE ORGANISATION DE CHOMEURS

"Pour tous ceux qui y sont confrontés, le chômage a pour conséquence première de mettre les travailleurs en situation précaire : si le fric perçu est moins important, par contre les charges restent les mêmes, et souvent, les dettes s'accumulent... On est donc exposé à être coupé d'électricité, saisi pour non-paiement d'impôts, expulsé de son logement faute de pouvoir payer son loyer... "

•Seul, on n'a pas le choix, pour défendre les conditions mêmes de la survie (avoir un logement, de quoi manger, se chauffer...), il faudra se battre, défendre pied à pied ces conditions, et ça ne peut se faire que collectivement (...). Quand le chômeur est seul, la machine arrive plus facilement à le faire payer par ses méthodes, toujours les mêmes, intimidations, pressurations (...). Contre tout cela, face à des forces organisées, soyons nous aussi organisés. C'est le seul moyen d'obtenir quelque chose tout en dépassant le cadre imposé par la bourgeoisie. Le comité a déjà !'expérience de quelques actions collectives qui ont été positives : on peut citer par exemple plusieurs interventions en groupe auprès du directeur de 1'ANPE pour obtenir la réinscription de chômeurs qui avaient été radiés sans raison ; les actions aux impôts, même si elles n'ont pas toujours donné des résultats immédiats, ont de toute façon redonné le moral aux chômeurs qui étaient là. CAR ON SUBIT D'UNE MANIERE TRES DIFFERENTE LES DEMARCHES A FAIRE, QUAND ON EST PLUSIEURS A GUEULER".

COMMENT REGROUPE LE COMITE

"Les buts du comité sont clairs...Le comité travaille au regroupement des chômeurs contre l'isolement dans lequel nous nous trouvons... Fondé par les travailleurs, syndiqués et non syndiqués, le comité est ouvert à tous les chômeurs animés de la volonté de défendre leurs intérêts, sans limitation d'étiquette politique, syndicale ou religieuse, sans distinction de race, de nationalité ou de sexe...

Tant que les ouvriers passeront leur temps à se rendre mutuellement responsables, qu'ils ne chercheront pas à s'organiser contre les conséquences du chômage et à s'opposer à l'Etat ce sera autant de gagné pour la bourgeoisie...Pour détourner la juste colère des ouvriers, la bourgeoisie cherche à les diviser, en répandant à tous vents le poison du racisme, afin de faire croire que les travailleurs immigrés sont responsables du chômage, alors qu'ils en sont les premières victimes... Le comité de chômeurs est ouvert aux immigrés, comme à tout autre chômeur, et ne regarde pas quelle est la nationalité de celui qui veut se défendre avec lui."

LA VRAIE FORCE DU COMITE DE CHÔMEURS

"Il doit être clair que les travailleurs actifs et les chômeurs ont des intérêts communs, le comité s'est depuis longtemps attaché à développer la solidarité nécessaire entre travailleurs actifs et chômeurs...Les travailleurs actifs aujourd'hui sont peut-être malheureusement les chômeurs de demain. Il n'y a plus aucune sécurité de l'emploi et pour nous, le premier acte de solidarité des actifs demeure la lutte contre les licenciements. La solidarité doit se développer : ACTIFS ET CHOMEURS ONT LES MEMES INTERETS."

"Le soutien des actifs à la lutte des chômeurs peut prendre différentes formes :

-la diffusion du bulletin et des tracts du comité.

-La participation directe aux réunions du comité, ainsi qu'à toutes ses manifestations;

-l'organisation matérielle du soutien au comité de chômeurs.

-l'intervention dans les sections syndicales pour qu'il soit posé le problème de la défense des chômeurs;

-lutter pour exiger le droit des chômeurs à participer aux actions syndicales, aux luttes des travailleurs dans les boîtes (comités de grève, assemblées générales)."

"Seule l'unité de toute la classe ouvrière français-immigrés, chômeurs-actifs, permettra une riposte efficace aux coups que nous porte la bourgeoisie[1]

"Le comité qui s'est donné pour but la défense des chômeurs est l'affaire de tous, chômeurs bien sûr, mais aussi actifs, car les attaques contre les chômeurs sont des attaques contre la classe ouvrière, française ou immgré.'.'

Le comité de chômeurs développe son activité concrète déjà signalée dans les extraits, en direction de l'ANPE, des impôts :

1°-"En se rendant plusieurs fois dans les boîtes en grève, ainsi que pour empêcher que la grève ne soit brisée par l'embauche des chômeurs."

2°-"En entretenant des contacts avec d'autres comités qu'il espère voir se développer."

3°-"En tenant des permanences, en donnant aux chômeurs un lieu pour discuter et agir ensemble."

Trasuisant sa volonté de faire de la lutte des chômeurs une expression de la lutte du prolétariat en général, le comité a très significativement adressé une lettre aux travailleurs de l'EDF-GDF pour leur demander d'étudier ensemble les moyens d'empêcher les coupures de courant aux chômeurs :

"Que peuvent faire les travailleurs de l'EDF devant les feuilles de travaux contenant les heures, les jours et les adresses des chômeurs à couper? Peuvent-ils prévenir le comité? Quelle sera la position des travailleurs de l'EDF si le comité de chômeurs, par solidarité avec le chômeur menacé, empêche la coupure d'être effectuée?

Quelle sera la position des travailleurs de l'EDF si celle-ci fait appel à la force publique pour protéger ses ouvriers effectuant les coupures? Voilà les questions des chômeurs : les réponses sont aux travailleurs de l'EDF.

C'est ensemble, chômeurs et travailleurs de l'EDF, que nous empêcheront les coupures de courant."

Nous répercutons l'appel lancé par le comité de chômeurs d'Angers de "prendre contact avec lui pour aider au renforcement de la lutte".

Pour aider tous les chômeurs dans leur lutte, à l'organisation de leur lutte, nous donnons l'adresse de contact de ce comité :

c/o Librairie "La tête en bas",
Rue des Poelliers - 49000 Angers.

Comme l'écrit le comité à toutes les pages de son bulletin, "VIVE L'UNITE DE TOUS LES TRAVAILLEURS", qui à Caen, à Longwy, à Denain ou à Nantes, s'est déjà réalisée dans la rue face aux flics de l'Etat capitaliste.

REVOLUTION INTERNATIONALE est la section en france du COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

●Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions.Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

●La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

●La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

●La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

●Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas "l'autogestion ouvrière", ni les "nationalisations".Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

●Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est,Chine,Cuba,etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

●A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

●Tous les soi-disants "partis ouvriers" -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes-sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste: toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

●Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux"fronts populaires","fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre,sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

●Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompu.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.